

option

BULLETIN D'INFORMATION

MAROC

« miner les fondements même de l'impérialisme par l'accroissement de la solidarité des trois continents : Afrique, Asie, Amérique Latine, et l'action conjuguée de toutes les forces progressistes dans le monde. »

Mehdi BEN BARKA

Supplément à la revue ALIKHTIAR ATHAOURI - N° 47 - Juin 1980

Corresp. : Alpha-Concept - II, rue de la Pie - 78730 ROCHEFORT-EN-YVELINES

LA VRAIE REPONSE: LE BOYCOTT...

A grand tapage publicitaire, le régime marocain vient d'enter iner deux référendums concernant deux modifications dans la constitution, la première ramenant l'âge de la majorité du "prince héritier" de 18 à 16 ans, la seconde prolongeant le mandat des députés de 4 à 6 ans.

Par delà les résultats et les chiffres falsifiés à l'évidence et comme à l'accoutumée, quelles sont les significations politiques de ces "consultations" téléguidées.

Nul doute qu'il s'agissait là pour le régime de cueillir les fruits de sa politique "d'unanimité nationale" et de soi-disante ouverture (doublée d'une répression sans merci). Pour lui, le moment était venu de légaliser la monarchie et de l'asseoir sur des bases "nationales" approuvées de tous. Aussi, tenait-il à la participation de toutes les formations politiques au référendum du 23 Mai modifiant la constitution imposée au peuple en 1972, ce qui annulait pratiquement les positions du mouvement progressiste qui avait appelé à l'époque au boycott de la constitution ou à la non participation au vote . Ceci annulait également, à ses yeux, une revendication gênante du mouvement progressiste qui réclamait une assemblée constituante, comme seule cadre représentant la souveraineté populaire, et qui établirait la constitution du pays.

Le roi ne s'est d'ailleurs pas caché de ces objectifs dans son discours à la veille du 23 Mai, lorsqu'il a "remercié Dieu" du fait que l'assemblée constituante n'a plus lieu d'être, de même que le ministre de l'intérieur, dans sa conférence de presse, s'est félicité du fait qu'aucune formation politique "légale" n'ait boycotté le référendum.

Quant au prolongement du mandat des députés (de 4 à 6 ans) il démontre de toute évidence la volonté du régime de donner le coup de grâce au

"processus démocratique", maintenant qu'il a recueilli tous les fruits qu'il en attendait.

D'un régime servant clairement les intérêts du colonialisme et de l'impérialisme, n'est-il pas devenu -en exploitant notre question nationale- un régime nationaliste qui réussit autour de son trône l'unanimité (ou presque) de toutes les forces politiques?

De régime isolé, illégal, défiant la souveraineté populaire, n'a-t-il pas réussi une participation à ses mascarades électorales pour aboutir à une allégeance collective qui légalise la souveraineté du monarque absolu, en lieu et place du peuple?

Ne s'est-il pas réservé la part du lion -grâce aux méthodes de répression et de falsification- au sein du parlement et des chambres locales?

Dans ce cas, quelle utilité à renouveler le parlement l'année prochaine ? De cela, le roi s'en est expliqué dans son discours lorsqu'il a dit: "il n'y aura plus qu'une seule campagne électorale qui durera un mois à un mois et demi, durant laquelle on pourra supporter les discours, les rassemblements et les divergences, mais pendant six ans régnera la paix politique dans le pays"!..

C'est en ayant conscience de l'ensemble de ces manoeuvres qui visent à saper la lutte du peuple marocain pour une démocratie véritable, et à affaiblir ses forces progressistes, que nous avons appelé au boycott des deux "consultations" et que nous avons lancé un appel à toutes les forces démocratiques et patriotiques de notre pays, pour mettre fin à la soi-disante "unanimité nationale autour du roi" et construire l'unité militante de toutes les forces vives de la nation contre le régime absolutiste.

PRESSIONS SUR LES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Lors des deux référendums du 23 et 30 Mai, les travailleurs immigrés marocains ont été l'objet de toutes sortes de pressions et de tracasseries:

- Campagne d'obscurantisme orchestrée par les ambassades, les consulats et leurs organisations policières (les amicales) sur le thème de l'allégeance au roi et à sa famille comme devoir national et religieux. Tous les centres de rassemblement des Marocains ont subi ce matraquage publicitaire démagogique, en contradiction flagrante avec la loi qui stipule la neutralité de l'administration lors des campagnes électorales.

- Intimidations et menaces officiellement légalisées! En effet, les "autorités" marocaines ont décidé d'apposer un tampon sur le passeport de tout travailleur qui accomplit son "devoir" de vote. Cela veut dire en clair, que tout immigré qui se présentera à la police, au retour à son pays, et dont le passeport ne serait pas ainsi tamponné, s'exposerait à une répression certaine, pour avoir osé boycotter "l'allégeance au roi"...

Voilà également une atteinte flagrante au droit de vote, au droit de circuler, et un défi à la charte des droits de l'homme dont le régime marocain est signataire .

Un nouvel assassinat a été commis dans les prisons du régime marocain. Le militant El-Haj Oumlil Benmoussa y a trouvé la mort. Il fut parmi les premiers militants qui ont lutté contre le colonialisme et l'on contraint à quitter notre pays. Et lorsque notre peuple fut privé des fruits de sa lutte de libération nationale, et que lui fut imposée la domination extérieure indirecte par le biais du régime absolutiste, El-Haj Oumlil poursuivit son activité militante et combattit pour la démocratie et la justice sociale.

Au moment où nous saluons avec le plus grand respect la mémoire d'un des martyrs du peuple marocain, nous ne pouvons que dénoncer, une nouvelle fois, la pseudo-démocratie et le "Maroc nouveau" dont se targue le régime.

La répression systématique qui s'abat sur toutes les forces vives de la Nation, nous montre que rien n'a changé. L'intimidation, l'assassinat, la corruption sont devenus manière et moyen de gouverner. Voici une liste brève des crimes commis par le régime au cours de cette période "d'union nationale" et de "Maroc nouveau" :

- Assassinat du grand militant Omar Benjelloun, comme pour inaugurer la "nouvelle expérience"...
- Assassinat du militant Tanouti, en pleine campagne électorale.
- Assassinat du militant Abdellatif Zeroual, sous la torture.
- Mort des militants Akka Sékou, Ibrahim Zaïd, et Saïda Menbhi dans les prisons du régime.
- Torture jusqu'à la mort du jeune militant Grina Mohamed.
- Licenciement pour simple fait de grève, de près de deux mille ouvriers et fonctionnaires, dont les familles, privées de tout moyen de subsistance, survivent actuellement dans des conditions critiques.
- Arrestation de centaines de paysans, d'étudiants et d'élèves, les uns pour avoir revendiqué leur droit légitime à la terre, les autres pour simple fait de grève. Plusieurs d'entre eux furent jugés et condamnés à des peines de prison.
- Les élus eux-mêmes furent touchés par la répression et l'emprisonnement quand ils dépassaient les limites de la "démocratie makhzénienne".
- Même les enfants n'échappent pas à cette répression aveugle, telle l'élève Loubna Chichaoui (15 ans) sauvagement torturée...

Voilà donc un bilan qui en dit long sur le "Maroc nouveau" et le "processus démocratique", et qui démontre (mieux que toute analyse) la nature absolutiste, répressive, et anti-populaire du régime marocain.